



CENTRE DE REFLEXION POUR LE SAHEL

L'INDUSTRIE BANCAIRE FACE AU TERRORISME EN ZONE UEMOA : QUELLES PERSPECTIVES ?

Fawzi Banao¹

Chercheur en Economie de la Défense

Résumé :

Cette étude analyse l'impact du terrorisme sur le secteur bancaire de l'UEMOA en explorant trois canaux principaux : la croissance économique, le marché des capitaux et les investissements étrangers. L'instabilité sécuritaire persistante engendre une instabilité macroéconomique, réduisant la consommation des ménages et la demande globale, ce qui affaiblit l'activité économique et accroît les créances douteuses. Ces facteurs peuvent détériorer la stabilité bancaire, mesurée par le z-score, et augmenter les coûts opérationnels des banques, diminuant ainsi leur rentabilité, représentée par le ROA et le ROE. En réponse, l'article recommande la mise en place de politiques publiques adaptées et de stratégies visant à sécuriser les investissements et à renforcer la résilience du secteur bancaire dans la région.

¹ Université libre de Bruxelles (ULB), Centre Emile Bernheim de Recherche Interdisciplinaire en Gestion
Avenue F.D. Roosevelt, 50, 1050 Bruxelles, Belgium. Université Clermont Auvergne CNRS IRD CERDI, 26
avenue Léon Blum, 63 008 Clermont-Ferrand cedex 1, France.

Le Centre de Réflexion pour le Sahel (CR-Sahel) n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans cet article. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

I. INTRODUCTION

L'espace ouest-africain est actuellement confronté à plusieurs défis contemporains majeurs, tels que la pandémie de COVID-19, le conflit en Ukraine et le terrorisme. Parmi ces enjeux, le terrorisme constitue une menace particulièrement grave pour les économies des pays membres de l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine). Selon un rapport de l'international Crisis Group (2024), les pays de cette région sont parmi les plus touchés par le terrorisme en Afrique, ce qui entraîne des répercussions significatives sur divers secteurs économiques, y compris les finances publiques et le secteur financier et bancaire.

La persistance de la crise sécuritaire risque d'entraver le développement du secteur financier par divers mécanismes, notamment la réduction des investissements étrangers et la détérioration de l'environnement des affaires. Ces effets peuvent ralentir la croissance du secteur bancaire dans la région ouest-africaine. L'objectif de cette étude est donc d'examiner les impacts économiques du terrorisme sur le secteur bancaire au sein de la zone UEMOA.

Cette analyse est pertinente car les banques jouent un rôle central dans la mobilisation des ressources économiques et le financement des économies locales. De plus, elles sont impliquées dans la surveillance des transactions financières, contribuant ainsi à la lutte contre le financement du terrorisme.

Nous commencerons par analyser le contexte de l'environnement bancaire dans cette région. Ensuite, nous évaluerons les divers mécanismes par lesquels le terrorisme affecte la rentabilité et la stabilité des banques. Enfin, nous formulerons des recommandations pour des politiques économiques visant à renforcer la résilience du secteur bancaire face aux défis sécuritaires.

II. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT BANCAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'analyse des données bancaires de la zone UEMOA entre 2010 et 2019 révèle plusieurs tendances marquantes au sein du secteur financier. Tout d'abord, la concentration bancaire élevée dans des pays comme la Côte d'Ivoire (20,6%), le Sénégal (18,5%) et le Burkina Faso (13,9%) montre leur rôle central dans l'écosystème bancaire régional. Ces trois pays abritent les plus grandes institutions

bancaires de la région, renforçant leur influence sur l'économie locale. En revanche, des pays comme la Guinée-Bissau, avec seulement 3% des banques de la région, montrent une présence bancaire plus réduite.

Le recul de la participation publique dans le capital des banques est une autre tendance notable. En effet, la part des actions détenues par les États dans les banques est passée de 20% en 2010 à 17% en 2019, reflétant une diminution de l'influence de l'État dans le secteur bancaire. Ce retrait est compensé par une augmentation des capitaux étrangers, qui représentent entre 74% et 77% des actions durant cette période. Cette tendance s'inscrit dans le cadre des politiques de libéralisation économique menées par les pays de la zone UEMOA, sous l'impulsion de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour ouvrir leurs économies aux investisseurs internationaux.

En somme, ces dynamiques illustrent un secteur bancaire de plus en plus libéralisé et internationalisé, où les capitaux privés, notamment étrangers, prennent une place prépondérante au détriment de l'État, dans un contexte de réformes économiques régionales

Table 1: Environnement bancaire en zone UEMOA (2010- 2019) (source : *Données extraites des rapports de la Commission bancaire et des Annuaire statistiques BCEAO*)

PAYS	Nombre d'établissements bancaires de 2010 à 2019	Observations par pays	Pourcentage %
BENIN	17	128	10,2%
BURKINA	21	173	13,9%
COTE D'IVOIRE	32	257	20,6%
GUINEE-BISSAU	4	37	3,0%
MALI	19	156	12,5%
NIGER	14	122	9,8%
SENEGAL	29	231	18,5%
TOGO	19	145	11,6%
Total	155	1249	100,0%

Table 2: Evolution des proportions de banques publiques et de banques étrangères dans la zone UEMOA (2010-2019) (source : *Données extraites des rapports de la Commission bancaire et des Annuaire statistiques BCEAO*)

Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Proportion des banques à participation publique majoritaire (% Etat est actionnaire majoritaire)	20%	19%	20%	18%	18%	18%	18%	15%	15%	17%
Proportion des banques à actionnariat étranger majoritaire (%les capitaux étrangers sont majoritaires)	74%	76%	75%	75%	75%	76%	76%	77%	75%	73%

En analysant l'évolution du terrorisme en Afrique de l'Ouest, on observe une progression notable de ce phénomène, principalement dans les pays du Sahel, tels que le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Initialement concentrée au Mali, cette menace s'est progressivement étendue à l'ensemble de la région ouest-africaine, affectant désormais également les pays du golfe de Guinée. La propagation du terrorisme dans ces zones, autrefois relativement épargnées, a des répercussions économiques et sociales profondes, exacerbant l'instabilité et mettant en péril les efforts de développement.

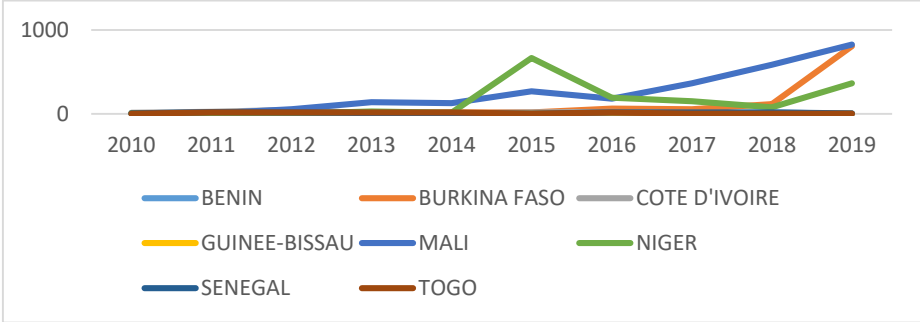


Figure 1: Evolution du terrorisme par pays en zone UEMOA

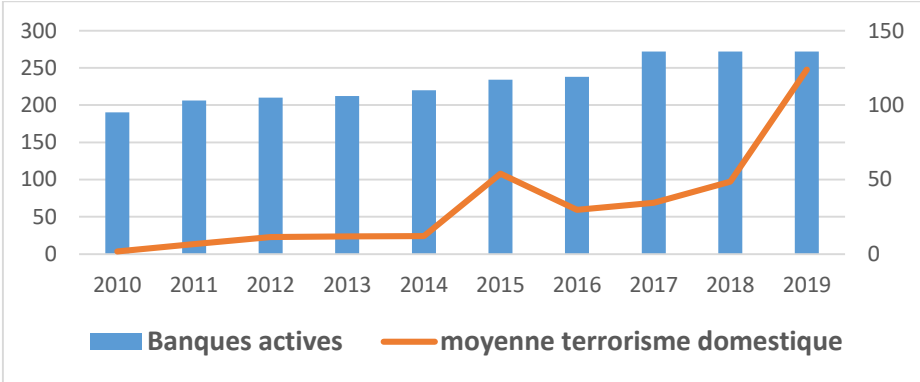


Figure 2: Evolution du terrorisme et du terrorisme en Zone UEMOA

Globalement, nous observons un essor significatif de l'industrie bancaire au sein de la zone UEMOA. Cependant, cet essor pourrait être sérieusement compromis dans un contexte sécuritaire difficile, notamment en raison du terrorisme.

III. LE TERRORISME FACTEUR RALENTISSEUR DU DEVELOPPEMENT FINANCIER EN ZONE UEMOA

La persistance de la crise sécuritaire en Afrique de l'Ouest, marquée par l'augmentation des attaques terroristes, pourrait considérablement affecter la productivité des banques en perturbant plusieurs canaux économiques. Notre analyse se concentrera sur trois principaux vecteurs par lesquels le terrorisme impacte l'industrie bancaire : la croissance économique, le marché des capitaux, et les investissements étrangers.

L'instabilité sécuritaire génère une instabilité macroéconomique, entraînant une récession dans les pays les plus affectés. Par exemple, au Niger, le taux de croissance est passé de 7 % en 2010 à 5 % en 2019², illustrant l'impact négatif du terrorisme sur la croissance économique Nigérienne. La réduction de la demande globale due à la baisse de la consommation des ménages affaiblit l'activité économique générale. Cette contraction économique réduit les opportunités d'investissement ce qui limite les revenus d'intérêts pour les banques et accroît les risques de créances douteuses. Ces effets négatifs peuvent se traduire par une détérioration de la stabilité bancaire, mesurée par le z-score, un indicateur clé de stabilité financière. Le z-score évalue la différence entre les profits bancaires et le seuil de faillite. Ainsi, une diminution des revenus combinée à une augmentation des créances douteuses réduit ainsi les profits et accroît la volatilité des revenus bancaires

Ensuite, face à la montée des risques opérationnels, les banques sont confrontées à une hausse des coûts opérationnels liés au renforcement des mesures de gestion des risques. Elles doivent augmenter leurs provisions pour les créances douteuses, ce qui réduit leurs bénéfices nets et détériore des indicateurs financiers comme le Return on Assets (ROA) et le Return on Equity (ROE). Par ailleurs, à l'échelle régionale, l'instabilité sécuritaire entraîne une volatilité accrue sur les marchés financiers, réduisant la confiance des investisseurs et provoquant un phénomène de "fuite vers la qualité". Les capitaux migrent ainsi vers des économies plus stables, diminuant ainsi la liquidité des marchés locaux comme la BRVM³ (Bourse Régionale des Valeurs Mobilières), qui regroupe les huit pays de

² Banque Africaine de Développement.2022 « Perspectives Economiques au Niger ».

³ Cote d'Ivoire, Senegal, Burkina Faso, Mali, Niger, Togo, Benin, Gambie.

l'UEMOA. Cette situation augmente le coût du capital pour les banques et les entreprises de la région.

Le climat d'incertitude généré par le terrorisme décourage également les investissements du secteur privé. Les entreprises, confrontées à des risques accrus, revoient à la baisse leurs projets d'expansion, ce qui réduit la demande de crédits bancaires. Cette baisse diminue les revenus des banques et affecte leur rentabilité économique (ROA) ou financière (ROE). De plus, les investisseurs étrangers, cherchant à éviter les risques, retirent ou réduisent leur actions, ce qui impacte négativement la proportion des capitaux étrangers dans l'industrie bancaire ouest africain.

Enfin, le terrorisme réduit les flux d'investissements directs étrangers (IDE), qui sont essentiels pour le financement des banques et la croissance économique. La diminution des IDE entraîne une fuite de capitaux, affectant à la fois la liquidité et la rentabilité des banques, et augmentant les risques de solvabilité. La réduction des marges bénéficiaires, combinée à une capacité d'investissement plus faible, accentue la pression sur la stabilité des banques.

En somme, la crise sécuritaire en Afrique de l'Ouest pourrait perturber gravement l'industrie bancaire à travers la contraction économique, la volatilité des marchés financiers, et la baisse des investissements étrangers, rendant nécessaire des mesures de renforcement de la résilience du secteur.

IV. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Pour atténuer les impacts négatifs de la crise sécuritaire sur le secteur bancaire et financier en Afrique de l'Ouest, plusieurs mesures stratégiques doivent être mises en place.

Tout d'abord, une politique de relance économique est essentielle, notamment dans les pays les plus touchés, tels que le Mali et le Burkina Faso. Les autorités de ces pays pourraient stimuler la demande globale en encourageant les emprunts et en soutenant la consommation. Cela favoriserait le renforcement de la résilience des entreprises locales et le dynamisme du secteur privé, contribuant ainsi à stabiliser le secteur bancaire.

Pour améliorer la résilience de l'industrie bancaire, il est essentiel de lutter efficacement contre l'inflation. L'inflation, qui résulte souvent de l'augmentation des prix des biens importés et de la dépréciation monétaire, affecte directement le

pouvoir d'achat des ménages et augmente les coûts pour les entreprises locales. Au niveau national, une politique de rationalisation des finances publiques, axée sur la priorisation des dépenses d'investissement, peut jouer un rôle crucial. En concentrant les ressources sur des projets qui stimulent la croissance économique à long terme, les gouvernements peuvent renforcer la base productive de l'économie tout en réduisant les pressions inflationnistes. Par ailleurs, une réduction soutenue de la dette publique est nécessaire pour libérer des marges budgétaires, ce qui permettra de répondre plus efficacement aux crises économiques futures.

Du côté des autorités monétaires, le maintien des taux directeurs à 3,5 % doit être poursuivi. Cette mesure contribue à contenir les tensions inflationnistes en limitant l'excès de liquidité dans l'économie, ce qui aide également à stabiliser les comptes extérieurs en réduisant la pression sur la monnaie locale. Une politique monétaire prudente, combinée à une gestion rigoureuse des finances publiques, permet non seulement de maîtriser l'inflation mais aussi de renforcer la confiance des investisseurs, essentiels pour la stabilité et la croissance de l'industrie bancaire dans un contexte macroéconomique difficile.

En parallèle, une surveillance accrue des institutions financières est nécessaire pour éviter que la dépréciation monétaire et l'inflation ne mettent en péril le secteur bancaire. Le soutien à la restructuration des institutions financières, via des recapitalisations et des aides financières ciblées, pourrait prévenir des crises de solvabilité qui pourraient aggraver l'instabilité économique. En stabilisant les banques et en réduisant le coût du financement, ces mesures pourraient également contribuer à modérer l'inflation en améliorant la liquidité des marchés et en favorisant la croissance économique.

Par ailleurs, face à la crise sécuritaires, pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) malgré les risques sécuritaires dans la région UEMOA, il est primordial de mettre en place des mesures incitatives qui renforcent la confiance des investisseurs. Parmi ces mesures, des mesures juridiques doivent être proposées pour garantir la sécurité des investissements, même dans un contexte marqué par l'instabilité. Ces protections pourraient inclure des accords bilatéraux d'investissement, qui offrent des garanties contre les expropriations illégales et les traitements discriminatoires.

Aussi, l'amélioration de la transparence des institutions publiques est une condition sine qua non pour renforcer l'attractivité de la région. En dépit de la situation conflictuelle, en promouvant une gouvernance plus transparente et

responsable, les pays de l'UEMOA peuvent offrir un environnement d'affaires plus prévisible et stable, augmentant ainsi la confiance des investisseurs internationaux et leur engagement à long terme dans la région. Ces mesures combinées rendront la région UEMOA plus attractive aux yeux des investisseurs étrangers, même dans un contexte sécuritaire difficile.

Il est également essentiel de diversifier les sources de financement des banques pour renforcer le rendement économique et financier bancaire. Cela pourrait inclure le développement de nouveaux instruments financiers, tels que les obligations vertes et sociales, qui attireraient des investisseurs axés sur le développement durable. En parallèle, l'accès au microcrédit doit être encouragé pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) dans les zones affectées par les conflits, ce qui contribuerait à la relance économique locale.

Enfin, des études empiriques et prospectives sont nécessaires pour analyser les impacts de la crise sécuritaire et adapter les politiques économiques en conséquence. Ces analyses permettraient de mieux comprendre les besoins des marchés et d'adopter des solutions plus efficaces pour renforcer la résilience des économies locales face aux défis sécuritaires.

REFERENCES :

International Crisis Group report, 2024, Reorienting Europe's Approach in the Sahel.

Zayati, M., & Gaaliche, M. (2014). Les déterminants d'instabilité financière: Un essai de détection à partir de l'Indice de Stress Financier [Determinants of financial instability: an attempt at detection by the Financial Stress Index]. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 6(1), 48.